

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DE L'EXTREME-NORD

DEPARTEMENT DU MAYO-KANI

PREFECTURE DE KAELE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – fatherland

FAR-NORTH REGION

MAYO-KANI DIVISION

DIVISIONAL OFFICE KAELE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 14 /AONO/AC/CDPM-MK/T-BEC/2025 DU 10 SEPT 2025 EN PROCEDURE
D'URGENCE POUR LA REHABILITATION DE QUATRE (04) SALLES DE
CLASSE A L'ECOLE PUBLIQUE DE FOULI, ARRONDISSEMENT DE
KAELE, DEPARTEMENT DU MAYO-KANI, REGION DE L'EXTREME-
NORD

Financement : Budget d'Investissement Public du MINEPAT, Exercice 2025

1- Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du budget d'investissement public du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, le Préfet du Département du Mayo-Kani, Autorité Contractante, lance, un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour la réhabilitation de quatre (04) salles de classe à l'école publique de Fouli, Arrondissement de Kaélé, Département du Mayo-Kani, Région de l'Extrême-Nord.

2- Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- Travaux Préparatoires ;
- Fondations ;
- Maçonnerie ;
- Charpente- Couverture ;
- Peinture ;
- Menuiserie.

3- Allotissement

Sans objet.

4- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est estimé à **Vingt millions (20 000 000) de FCFA toutes taxes comprises.**

5- Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **Trois (03) mois.**

6- Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les Petites et Moyennes Entreprises de droit Camerounais.

7- Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du MINEPAT de l'exercice 2025 sur les lignes d'imputation budgétaire : 59 94 195 05 110000 523314

8- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **[hors ligne]**. Toutefois, lorsque les deux possibilités sont ouvertes, un soumissionnaire ne peut utiliser à la fois le mode en ligne et le mode hors ligne.

9- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à : **400 000 (Quatre cents mille) FCFA acquittée et accompagnée du récépissé de consignation délivré par la CDEC**, devra être introduite dans les pièces du soumissionnaire sous peine de rejet ; valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MO / MOD aux heures ouvrables à la préfecture de kaélé (service (SIGAMP), numéro de porte....., BP :....., téléphone :....., dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

11- Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les services du (SIGAMP), numéro de porte....., BP :....., téléphone :....., dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable *des frais d'achat du DAO de : Trente mille (30 000) Francs CFA*, payable à la recette des finances de kaélé.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12- Remise des offres

Pour la soumission hors ligne, Chaque offre rédigée en français ou en anglais en **sept (07) exemplaires** dont **un (01) original et six (06) copies** marquées comme telles, devra parvenir à la Préfecture de Kaélé contre récépissé, au plus tard le **06 OCT 2025** à **11 Heures** et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° **14**/AONO/AC/CDPM-MK/T-BEC/2025 DU **10 SEPT 2025** EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA REHABILITATION DE QUATRE (04) SALLES DE CLASSE A L'ECOLE PUBLIQUE DE FOULI, ARRONDISSEMENT DE KAELE, DEPARTEMENT DU MAYO-KANI, REGION DE L'EXTREME-NORD

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

13- Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage et/ou la Commission :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission et du récépissé de consignation délivré par la CDEC, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 06 OCT 2025 à 12 heures précises par la Commission Départementale de Passation des Marchés du Mayo-Kani dans la salle de réunions de la Préfecture de Kaélé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heure accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15- Critères d'évaluation

1. Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- De l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- De la non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis ;
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Du non-respect de 70% critères essentiels ;
- De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- De l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

2. Critères essentiels

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront à titre indicatif sur :

1.	La présentation de l'offre	oui/non
2.	Les références du soumissionnaire ;	oui/non
3.	Le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique), le cas échéant	oui/non
4.	La capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière).	oui/non
5.	La qualification et l'expérience du personnel	oui/non
6.	Les moyens logistiques	

Seuls les soumissionnaires ayant obtenu une note d'au moins 70% de oui à l'évaluation technique seront admis à l'analyse de l'offre financière.

16- Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17- Nombre maximum de lots

Sans objet.

18- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux jours et heures ouvrables dans les services du SIGAMP de la Préfecture de Kaélé, numéro de porte....., BP :, téléphone :, dès publication du présent avis, ou ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ou le MO/MOD au numéro

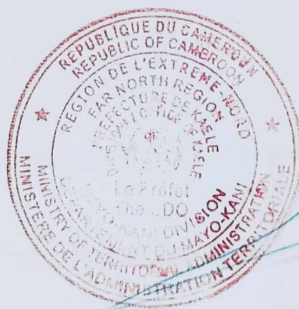
Kaélé, le 10 SEPT 2025

LE PREFET DU DEPARTEMENT DU

MAYO-KANI

COPIE :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (Pour infos)
- ARMP (Pour publication et archivage)
- PRESIDENT CDPM (Pour infos)
- DDMINEPAT/MK (Infos)
- AFFICHAGE/CHRONOS. /-



Yvonnie Ayong Mbongo
Administrateur Civil Principal

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

REGION DE L'EXTREME-NORD

DEPARTEMENT DU MAYO-KANI

PREFECTURE DE KAELE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - fatherland

FAR-NORTH REGION

MAYO-KANI DIVISION

DIVISIONAL OFFICE KAELE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N° 14/ONIT/CA/CDPM-MK/T-BEC/2025 OF 10 SEPT 2025 IN EMERGENCY
PROCEDURE FOR THE REHABILITATION OF FOUR (04) CLASSROOMS OF FOULI
PRIMARY SCHOOL, DISTRICT OF KAELE, MAYO-KANI DIVISION, FAR NORTH
REGION

Finance: Ministry of Economy, Planning and Regional Development
PIB, Financial Year 2025

1. Subject of the invitation to tender

Within the framework of the execution of the Public Investment Budget, the Senoir Divisional Officer of the Mayo Kani, contracting authority, hereby launches an open national invitation to tender for the rehabilitation of four (04) classrooms of Fouli primary school, district of Kaele, Mayo-Kani Division, far North Region.

2. Nature of Works

The works, object of this national invitation to tender comprise the following tasks inter alia:

- Preparatory work;
- Foundations;
- Masonry;
- Carpentry-Rolling;
- Painting;
- Metalwork.

3. Allotment

without object

4. Estimated cost

The total estimated cost of the operation following prior studies stands is **Twenty million (20 000 000) Fcfa.**

5. Estimated execution deadline

The maximum time frame provided for by the Project Owner or Delegated Project Owner for the execution of works subject of this invitation to tender is **three (03) months**, calendar months. This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to companies of Cameroonian Nationality which possess the required legal, financial and technical abilities.

7. Funding

Works which form the subject of this invitation to tender shall be financed by the Public Investment Budget of the 2025 financial year; Budget Head: 59 94 195 05 110000 523314

8. Bidding method

The mode of submission selected for this consultation is offline methods

9. bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a bid bond issued by a first rate-bank approved by the Ministry in charge of Finance featuring on the list in document 14 of the tender file of an amount of **four hundred thousand (400 000) Fcfa** and valid for thirty (30) days beyond the original date of the validity of the offers.

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted

10. Consultation of tender file

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours in the services of the PO/DPO at (SIGAMP service), door number..... P.O. Box,..... telephone,..... as soon as this notice is published.

It may equally be consulted **online on the COLEPS platform at the following addresses:** <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm) or on any other electronic communication means indicated by the Project Owner (to be specified).

11. Acquisition of tender file

The hard copy of the file may be obtained from the Divisional Office of Mayo Kani in Kaélé SIGAMP service door number:....., telephone:..... as soon as this Notice is published against payment of a non-refundable sum of **thirty thousand (30 000) Fcfa** francs payable to Receipt of Treasury of Kaélé.

It is equally possible to obtain the electronic version of the Tender File by downloading it free of charge through the addresses indicated above. **However, online submission is subject to the payment of Tender File purchase fees**

12. Submission of bids

Each bid shall be drafted in English or French in seven (7) copies including the original and six (6) copies marked as such, should reach the Divisional Office in Kaélé not later than 06 OCT 2025 at **11 o'clock AM** and should carry the inscription:

“OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N° 14 ONIT/CA/CDPM-MK/AI/2025 OF 10 SEPT 2025 **IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE**
REHABILITATION OF FOUR (04) CLASSROOMS OF FOULI PRIMARY SCHOOL, DISTRICT OF KAELE,
MAYO-KANI DIVISION, FAR NORTH REGION

“To be opened only during the bid-opening session”

13. Admissibility of bids.

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

14. Opening of bids

The bids shall be opened in single phase.

The opening of the administrative documents, the technical and financial offers shall take place on 26 OCT 2025 at 12 o'clock AM by the Tenders Board attached to the Contracting Authority in the

Divisional Office in Kaélé hall.

Only bidders may attend or be duly represented by a person of their choice.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

15. Evaluation criteria

1. *Eliminatory criteria*

The eliminatory criteria include:

- Absence of bid bond at the opening of bids;
- Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- Failure to comply with 70% essential criteria
- Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- Failure to comply with bids file format;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of prospectus accompanied by manufacture's technical sheet produced (where applicable)
- Absence of approval or authorisation of manufacturer, if applicable;
- Absence of an element in the financial offer (submission, BPU, DQE);
- Absence of integrity charter dated and signed
- Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

2. *Essential criteria*

1.	Presentation of bid;	yes/no
2.	Bidder's references;	yes/no
3.	Financial capacity;	yes/no
4.	Personnel qualification and experience	yes/no
5.	The technical proposition: (Installation of the yard, organization chart of yard,; Organization of the teams, Measures of hygiene, execution methods);	yes/no
6.	Logistic means,	
7.	Methodology	

Only tenderers with a score of at least 70% yes to the technical evaluation will be admitted to the analysis of the financial tender.

16. Award of contract

The Project Owner or the Delegated Project Owner shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including, in the case may be, the rebates proposed.

17. Maximum number of lots:

Not applicable.

18. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for 90 days from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Further information

Additional information may be obtained during working hours from [(SIGAMP service), door number, P.O. Box, telephone, fax, e-mail] or online on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

20. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 37 15 and 699 37 07 48, the ARMP on or the PO/DPO on

Kaëlé, the **10 SEPT 2015**

THE SENIOR DIVISIONAL OFFICER OF
MAYO KANI (Contracting Authority)

Carbon Copies:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP)
- ARMP
- Project Owner
- Chairpersons of TB concerned
- Service boards



Yvonne E. Njomo
Administrateur Civil Principal